

**COMITÉ MIXTE SUR LA
FORMATION PROFESSIONNELLE
COMITÉ MIXTE SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES**

37^e réunion tenue le 28 mai 2008, à Québec
Hôtel Gouverneur, Sainte-Foy
Salle J. Cartier 1V
à 11 heures

**Compte rendu
Points sur la formation professionnelle**

PRÉSENCES

Commissions scolaires

- M. Georges Brissette, directeur de la Communauté apprenante, Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- M^{me} Louise Dionne, secrétaire générale, TRÉAQFP
- M. Wayne Goldthorp, directeur général, Commission scolaire New Frontiers
- M. Claude Haineault, directeur général, Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- M^{me} Isabelle-Line Hurtubise, conseillère, Fédération des commissions scolaires du Québec
- M. Michel Laurendeau, directeur, Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- M^{me} Nicole Massé, coordonnatrice FGA et FP, Commission scolaire du Val-des-Cerfs
- M. Robert Mills, directeur général, Commission scolaire Lester-B.-Pearson
- M. Raynald Thibeault, directeur général, Commission scolaire De La Jonquière

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

- M^{me} Carole Arsenault, Services à la communauté anglophone, MELS
- M^{me} Johanne Barbeau, Direction générale des régions (en remplacement de M. Alain Veilleux)
- M. Louis Bernier, Direction de la formation continue et du soutien, FPTFC
- M. André Blanchet, directeur, Direction de la gestion stratégique de l'offre de formation, FPTFC
- M. Smaïl Bouikni, directeur général, Direction générale de la formation professionnelle et technique, FPTFC
- M^{me} Nora Desrochers, directrice, Direction des programmes et de la veille sectorielle, FPTFC
- M^{me} Nicole Lafond, Direction de la gestion sectorielle des ressources, FPTFC (en remplacement de M. Yves Bourassa)
- M^{me} Guylaine Larose, directrice, Direction de la formation continue et du soutien, FPTFC
- M. Denis Royer, directeur, Direction de la planification et de la coordination sectorielles, FPTFC

ABSENCES

- M^{me} Ruth Ahern, Commission scolaire Western Québec, PROCEDE
- M. Pierre Brunet, directeur, Service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

- M. Richard Chaurest, directeur général adjoint, Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- M. Wojtek Winnicki, directeur général adjoint à la FP et à la FGA, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

SECRETÉAIRE

- M^{me} Sylvie Demers, Direction de la gestion stratégique de l'offre de formation, FPTFC

ORDRE DU JOUR

Tel qu'adopté

1. Mot de bienvenue.
2. Adoption de l'ordre du jour et inscription des affaires nouvelles.
3. Présentation du Plan d'action : éducation, emploi et productivité.
4. Présentation de l'état des travaux sur l'élaboration du Plan d'action 2008-2013 en matière d'éducation des adultes et de formation continue.

Points sur l'éducation des adultes

5. Approbation du compte rendu de la rencontre du 28 mars 2008 et suivis :
 - groupe de travail SARCA;
 - IFPCA.
6. Retour des représentants du réseau sur les mandats du Comité mixte MELS/Commissions scolaires sur l'éducation des adultes (voir la proposition sur les mandats inscrite sur la liste des membres du Comité pour l'année 2007-2008).
7. Information sur les nouvelles allocations pour les adultes en formation générale incluant la répartition du financement relié à la Politique (mesure 30180).
8. Information et échanges :
 - conditions d'obtention du DES;
 - harmonisation des services de francisation.

Points sur la formation professionnelle

9. Approbation du compte rendu de la 36^e réunion tenue le 27 mars 2008.
10. Suivis au compte rendu de la réunion du 27 mars 2008.
11. État de situation du Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique.
12. Rapport des Sous-comités du Comité mixte sur la formation professionnelle.
13. Ententes interétablissements.
14. Métiers semi-spécialisés.
15. Autres points et affaires nouvelles.
 - autorisations provisoires

1. MOT DE BIENVENUE

La rencontre réunissant les deux Comités mixtes, pour le Ministère, M. Bouikni coprésidera la rencontre en avant-midi. En après-midi, M^{me} Paillé coprésidera la partie traitant des points sur l'éducation des adultes et M. Bouikni coprésidera celle traitant des points sur la formation professionnelle. Pour les commissions scolaires, M. Thibault coprésidera durant toute la rencontre.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté après l'ajout au point 15 *Autres points et affaires nouvelles* du sujet suivant : Autorisations provisoires

Il est convenu qu'une proposition de calendrier des rencontres pour l'année 2008-2009 sera envoyée aux membres au cours de la semaine prochaine. Au cours de l'été, les groupes et associations des commissions scolaires feront la nomination de leurs représentants.

3. PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION : ÉDUCATION, EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le document est déposé sur place et M. Bouikni présente les cinq champs d'action du Plan qui représentent un investissement sur cinq de 203 M\$. Les cinq champs d'action sont :

- Les secteurs d'avenir et porteurs de l'économie;
- le marché régional du travail;
- les adultes;
- les personnes éloignées du marché du travail;
- les personnes immigrantes.

M^{me} Hurtubise indique qu'une erreur s'est glissée à la page 3 du document concernant le nombre de programmes de courte durée en formation professionnelle, le nombre réel est 22 et non 202. Il est également convenu que le MELS communiquera aux membres le nom des trois établissements gouvernementaux offrant la formation professionnelle¹.

Il est convenu que les règles et les modalités d'application pour les petits groupes, le temps partiel et la concomitance doivent être précisées et communiquées le plus rapidement possible aux commissions scolaires pour leur application en 2008-2009.

M^{me} Hurtubise fait également état des travaux de la Fédération des commissions scolaires du Québec avec Emploi-Québec et souligne qu'il faudrait apporter une précision quant à la possibilité pour les commissions scolaires de créer des groupes

¹ Ce sont l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe, l'Institut de technologie agricole de La Pocatière qui offrent également des programmes de formation professionnelle.

mixtes entre la clientèle financée par le MELS et celle financée par Emploi-Québec dans les AEP. Le MELS apportera ces précisions dès que possible.

4. PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DES TRAVAUX SUR L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DES ADULTES ET DE FORMATION CONTINUE

M. Royer dépose un document Power Point présenté lors du colloque de la TRÉAQFP du 22 mai dernier. Il présente l'état d'avancement des travaux en vue de l'élaboration du Plan d'action 2008-2013 en matière d'éducation des adultes et de formation continue. Quatre priorités ont été identifiées suite aux consultations menées auprès des partenaires. Ce sont :

- Augmenter la compétence en alphabétisation et le niveau de formation de base des adultes;
- Accroître l'accessibilité à la formation continue pour les adultes en emploi ou non;
- Faciliter l'insertion à la société québécoise et à l'emploi des personnes immigrantes par la francisation;
- Reconnaître les acquis et les compétences des adultes et répondre à leurs besoins de qualification.

Une proposition de Plan d'action serait disponible pour consultation, possiblement au début de l'automne 2008.

Par ailleurs, M. Royer souligne que plusieurs plans d'action ont été mis en place depuis le début des travaux en vue du renouvellement du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue et que ceux-ci comportent des incidences sur les travaux en cours.

Il est convenu que M. Royer enverra, par courriel à M^{me} Hurtubise, la grille de collecte de données qui accompagnait le document de consultation.

9. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA 36^E RÉUNION TENUE LE 27 MARS 2008

Le compte rendu de la réunion du 27 mars 2008 est approuvé tel que présenté.

10. SUIVIS AU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 27 MARS 2008

Mise en œuvre des AEP

M. Bouikni indique que, compte tenu du réinvestissement et de la mise en œuvre de divers plans d'action dont certaines mesures concernent les AEP, comme le dossier se poursuit, s'il y a des développements concernant le rapport d'évaluation des AEP, le Comité mixte en sera informé.

Concernant le financement des AEP, M^{me} Lafond informe qu'une lettre signée par M. Veilleux, sous-ministre adjoint par intérim, a été envoyée aux tables régionales interordres au début du mois d'avril. M^{me} Hurtubise informe également que, la

semaine dernière, M^{me} Paquerette Gagnon a également envoyée une lettre aux directions générales des commissions scolaires portant sur ce sujet.

Les travaux sur les compétences transversales

M. Royer informe qu'une note conjointe du Secteur de l'enseignement supérieur et du Secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue est présentement en cheminement.

Faits saillants

Les faits saillants de la rencontre ont été produits et envoyés dans les deux semaines qui ont suivi la rencontre.

Logiciel de gestion des stages dans le secteur de la Santé

M^{me} Desrochers indique qu'une consultation sera menée dans les prochaines semaines auprès des commissions scolaires autorisées aux programmes d'études SASI et Préposés aux bénéficiaires en établissements de santé ainsi qu'auprès des cégeps autorisés à Soins infirmiers pour connaître leur intérêt à acquérir un logiciel pour gérer les stages dans le secteur hospitalier.

Certificat de formation métier spécialisé versus les DEP (2^e et 3^e secondaire)

Au début du mois d'avril, M. Royer a mis en relation les directions concernées au Secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire avec la Direction des programmes et de la veille sectorielle.

Ententes interétablissements

Le sujet est à l'ordre du jour de la rencontre.

11. ÉTAT DE SITUATION DU PLAN DE RAPPROCHEMENT EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Le document intitulé : Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique : état de situation, en date du 26 mai, est remis aux membres.

M. Bouikni informe les membres que le Plan d'aménagement du secteur de la Santé de la Montérégie a été déposé au MELS. C'est le premier plan d'aménagement à être déposé et il est partiel. La Montérégie prévoit déposer le plan complet au cours du mois de juin. Ce plan partiel sera discuté au CNPEPT du 30 mai. D'autres plans sont attendus dans les prochaines semaines. M^{me} Barbeau précise que le Plan d'aménagement des Laurentides vient aussi d'être déposé au MELS.

12. RAPPORT DES SOUS-COMITÉS DU COMITÉ MIXTE SUR LA FP

Devant la difficulté de certains sous-comités à trouver une date de rencontre qui convienne à la majorité des membres, tous s'entendent pour que les dates des rencontres soient déterminées à l'automne. Ce qui sera fait pour l'année scolaire 2008-2009.

Sous-comité sur l'accès des jeunes de moins de 20 ans à la formation professionnelle menant au DEP

M. Royer dépose les comptes rendus de la rencontre du sous-comité tenue le 7 mars 2008 et de celle du comité organisateur tenue le 28 avril 2008 ainsi que deux lettres, l'une envoyée aux Directions générales des commissions scolaires francophones et l'autre aux Directions générales des commissions scolaires anglophones pour les informer de la tenue des deux rencontres de concertation d'une journée et demie chacune, portant sur ce sujet. Ces rencontres auront lieu les 11 et 12 juin à Montréal et les 18 et 19 juin à Québec.

Ces journées ont pour objectif d'identifier les pistes d'action prometteuses qui serviront de base à l'élaboration d'un Plan d'intervention.

Les commissions scolaires ont bien répondu à l'invitation, compte tenu de la période de l'année.

Sous-comité sur l'organisation pédagogique et l'évaluation des apprentissages et des programmes d'études

La rencontre était prévue en avril mais il a été impossible de déterminer une date qui convienne à la plupart des membres. D'autres tentatives pour tenir une rencontre en juin seront faites.

M. Thibault rappelle que le réseau considère très important que le MELS maintienne son implication dans l'évaluation des apprentissages car il en va de la qualité de la formation professionnelle.

Une lettre des Conseillers pédagogiques, une recommandation lors de l'Assemblée de la TRÉAQFP, ainsi que l'ACSQ vont dans le même sens.

M^{me} Desrochers rappelle que le MELS n'a pas pris de décision à ce sujet. Elle souhaite que les travaux menés par sa direction à ce sujet soient discutés avec le sous-comité du Comité mixte.

Sous-comité sur les formations de courte durée en formation professionnelle

M. Louis Bernier dépose et commente les synthèses des rencontres tenues les 10 mars et 14 avril 2008. Les commissions scolaires ont demandé l'ajout de budget pour le développement des AEP selon les modalités semblables à celles qui existent pour le développement des AEC. Cette demande est en cours d'analyse au Ministère.

Sous-comité sur la promotion et valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique

Il n'a pas été possible de convenir d'une date de rencontre qui convienne à la plupart des membres. D'autres tentatives seront faites dans les prochaines semaines.

Sous-comité sur les suites au Plan de rapprochement en matière de FPT

M. Blanchet informe qu'il n'y a pas eu d'autres rencontres, compte tenu qu'aucun plan d'aménagement n'avait été remis au MELS. Avec le dépôt du Plan d'aménagement du secteur de la santé de la Montérégie et du dépôt probable d'autres plans au cours des prochaines semaines, le sous-comité sera convoqué pour échanger sur les initiatives partenariales intéressantes.

Sous-comité sur le Régime pédagogique et l'Instruction

M. Royer informe les représentants des commissions scolaires que les projets ont été soumis au réseau pour validation. Par la suite, elles ont été acheminées à la Direction des affaires juridiques pour précisions et commentaires. Ces différentes opérations devraient être complétées pour la mi-juin pour approbation sous-ministérielle.

13. ENTENTES INTERÉTABLISSEMENTS

Les commissions scolaires précisent la problématique vécue par les commissions scolaires qui empruntent des programmes d'études à la carte d'une autre commission scolaire. La gestion de plusieurs programmes d'études en « prêt de carte » par un centre est difficile. Les commissions scolaires auraient besoin de plus de souplesse dans la gestion de ces programmes et des élèves qui y sont inscrits afin d'augmenter la clientèle en formation professionnelle.

M. Laurendeau dépose un document intitulé : Impacts financiers des ententes de scolarisation en formation professionnelle sur le financement par le MELS des commissions scolaires. Il mentionne également que la Montérégie inscrira formellement une demande à cet effet dans le Plan régional d'aménagement qui sera déposé en juin.

M. Golthorp rappelle que les commissions scolaires anglophones ne sont pas membres de la Fédération des commissions scolaires du Québec ni de la TRÉAQFP et que, bien qu'elles vivent les mêmes problématiques à ce sujet, elles ne préconisent pas la même solution. Une entente entre les commissions scolaires anglophones pourrait se faire prochainement.

M. Blanchet souligne que la seule situation qui devrait exister présentement est qu'une commission scolaire autorisée à la carte aille donner le service dans une autre commission scolaire. Il rappelle aussi que le Comité mixte des finances devra être associé aux discussions à ce sujet.

M. Bouikni termine ce point en proposant qu'à la prochaine rencontre du Comité mixte à l'automne prochain, les responsables des règles de financement seront invités à donner l'information pertinente et à entendre les préoccupations soulevées par les membres du Comité mixte.

14. MÉTIERS SEMI-SPÉCIALISÉS

M. Royer informe que les commissions scolaires ont fait des représentations formelles à ce sujet auprès des autorités du Secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire et des autorités du Ministère.

À cet effet, M. Brissette informe que la TRÉAQFP, appuyée par la Fédération des commissions scolaires du Québec, l'ACSQ et l'ADIGECS, a déposé son avis à ce sujet auprès de la sous-ministre adjointe au Secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue.

M. Royer précise que les journées de réflexion qui se tiendront en juin prochain devraient permettre de sensibiliser tous les intervenants et d'explorer des voies de solutions.

15. AUTRES POINTS ET AFFAIRES NOUVELLES

Autorisations provisoires

M^{me} Hurtubise demande s'il est possible d'émettre des autorisations provisoires sur plus d'une année?

M. Blanchet informe que l'Instruction ne précise aucune durée aux autorisations provisoires. D'ailleurs, certaines autorisations provisoires ont déjà été accordées sur deux ou trois ans. Les commissions scolaires doivent cependant en faire la demande et la justifier.

La réunion se termine à 16 h 15.

Sylvie Demers
2008-06-19